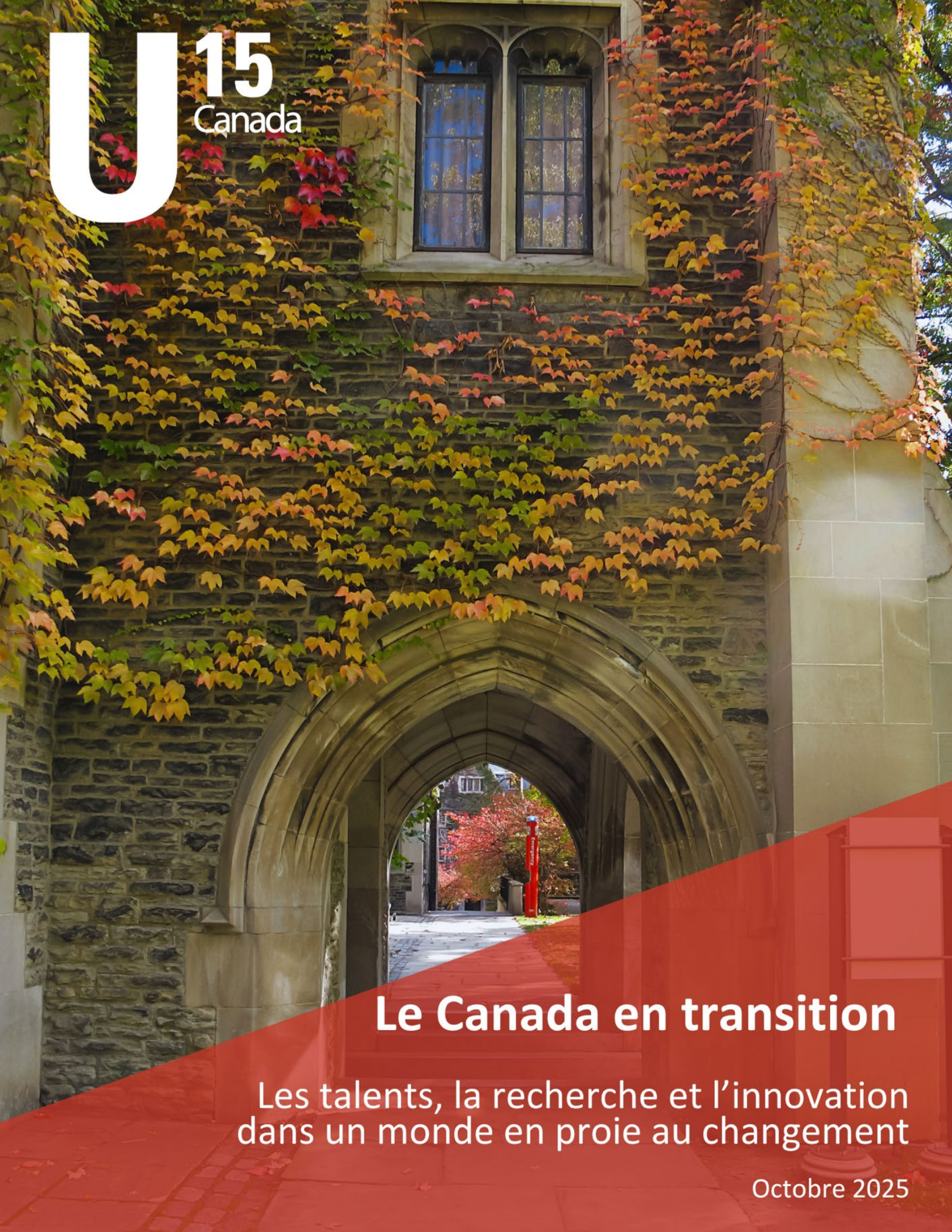


The background of the cover is a photograph of a stone building, likely a university hall, with a large arched doorway and a window above it. The walls are covered in ivy with autumn-colored leaves in shades of yellow, orange, and red. A large red diagonal shape overlays the bottom right portion of the image, containing the title and date.

U15
Canada

Le Canada en transition

Les talents, la recherche et l'innovation
dans un monde en proie au changement

Octobre 2025

Introduction

Le Canada est confronté à un avenir incertain. Un revirement dans nos relations commerciales associé à une faible croissance de la productivité et à des contraintes budgétaires met la sécurité et la résilience de notre pays radicalement à l'épreuve. Le choix qui se présente à nous est sans ambages, et le nouveau gouvernement a clairement exprimé la nécessité de réagir. En effet, le Canada ne peut pas se contenter de continuer à atténuer les chocs externes. Nous devons absolument profiter de ce moment pour investir dans les fondements d'une souveraineté économique à long terme, notamment les talents, la recherche et la capacité industrielle stimulée par l'innovation. Les deux piliers de nos sécurité nationale et économique sont maintenant devenus nos principaux impératifs.

À une période où le gouvernement fédéral examine ses engagements budgétaires, les investissements dans la recherche et l'innovation doivent être considérés comme un moteur à long terme de la productivité, de la prospérité et de la résilience. Dans sa lettre de mandat, le nouveau gouvernement s'engage à consacrer moins d'argent à ses opérations pour pouvoir investir dans les personnes et les entreprises afin d'édifier l'économie la plus solide du G7; les talents, la recherche et l'innovation occupent une place centrale dans cette nouvelle mission.

Les grandes universités de recherche du Canada ont tracé une véritable feuille de route pour répondre aux besoins pressants du pays en renforçant sa sécurité et sa résilience. À l'heure où le gouvernement fédéral prépare un budget décisif pour atteindre ces objectifs, U15 Canada formule, à partir de ces propositions, une série de recommandations sur lesquelles il est impératif d'agir avec urgence et ambition :

- **Reconstruire le réservoir de talents du Canada** en exemptant les étudiants de deuxième et troisième cycles des plafonnements imposés aux étudiants étrangers et en créant un système d'immigration fondé sur les distinctions pour attirer et retenir les meilleurs talents du monde.
- **Renforcer les fondations de la recherche du Canada** grâce à un fonds des technologies souverain qui déploierait la R-D publique dans des domaines axés sur une mission, comme l'IA, l'énergie propre, les minéraux critiques et la biofabrication.
- **Mettre en place une architecture scientifique et innovante capable de renforcer nos capacités et notre impact**, en reliant plus étroitement la recherche aux priorités stratégiques et industrielles grâce à des institutions et des mécanismes de rétroaction adaptés.

L'innovation est la fondation d'une économie concurrentielle. L'urgence de demeurer à l'avant-garde n'a jamais été aussi grande maintenant que les perturbations économiques, la transformation numérique, l'IA et les tensions géopolitiques croissantes continuent de remodeler les industries et de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les universités jouent non seulement un rôle central dans l'avancement de l'innovation et l'appui aux priorités économiques et de sécurité nationale du Canada, mais elles poursuivent également une mission d'une portée beaucoup plus grande : former la prochaine génération de dirigeants et de citoyens, stimuler la découverte dans toutes les disciplines et contribuer à l'amélioration de la santé, du climat, de la culture et du bien-être social. Par l'ampleur de cette contribution, elles continuent de renforcer le tissu de la société canadienne dans son ensemble, même lorsque le pays concentre ses efforts sur les impératifs pressants de souveraineté et de compétitivité.

Revitaliser le moteur de l'innovation du Canada

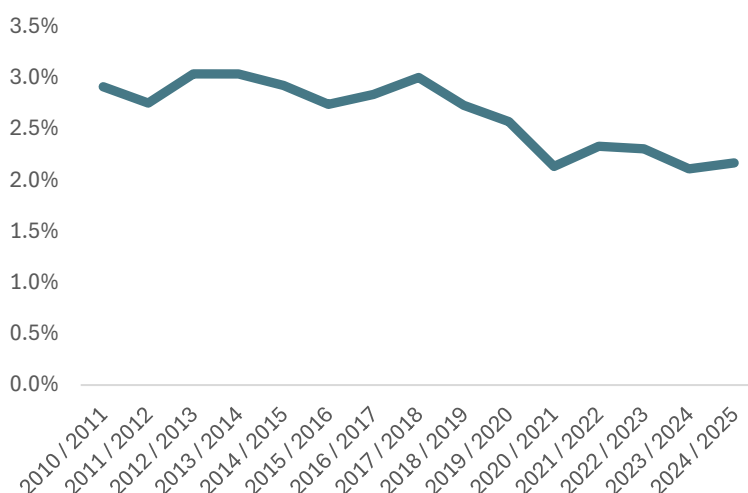
L'écosystème d'innovation du Canada est soumis à de fortes pressions, précisément au moment où nous pouvons le moins nous le permettre. Le ralentissement économique, la montée du chômage et des décennies d'érosion de notre compétitivité rappellent avec force que notre résilience économique et notre sécurité nationale reposent désormais, plus que jamais, sur notre capacité d'innovation.

Dans toutes les économies développées, [un investissement soutenu dans la R-D](#) a constamment alimenté le progrès technologique, la formation de capital intangible et les gains en productivité. La R-D publique, plus particulièrement, [joue un rôle de catalyseur](#), en construisant la base scientifique qui habilite les entreprises à générer de nouvelles technologies et de nouveaux produits à valeur élevée. Des données probantes montrent que même de modestes augmentations de la R-D publique produisent des rendements démesurés qui relèvent plus efficacement la productivité du secteur privé que la R-D privée seule et contribuent substantiellement à la croissance à long terme. Les investissements dans la recherche publique génèrent aussi de vastes rendements sociétaux, notamment en sauvant des vies. Par exemple, aux É.-U., [des investissements soutenus du NIH](#), consentis pour beaucoup par l'intermédiaire d'universités, ont aidé à sauver 3,8 millions de personnes atteintes de cancer depuis 1991, à réduire les décès par crise cardiaque de 56 %, et suscité près de 500 essais cliniques sur la maladie d'Alzheimer.

Cependant, depuis des décennies, le Canada investit moins que les autres pays. En 2023, les dépenses totales en R-D du Canada s'élevaient à juste 1,81 % de son PIB, soit un montant bien inférieur à la [moyenne de l'OCDE](#) de 2,7 %. La R-D gouvernementale s'élève à tout juste 0,11 % du PIB, soit moins de la moitié de la moyenne de l'OCDE de 0,23 %, et les investissements totaux du fédéral dans la R-D en termes de [pourcentage du budget principal des dépenses](#) a chuté de 3 % en 2010 à moins de 2,2 % en 2024. De plus, le Canada compte davantage sur l'éducation supérieure, qui réalise 34,4 % de la R-D totale, soit plus du double de la moyenne de l'OCDE de 16 %, dont la majorité est auto-financée. Nous devons donc traiter la R-D comme un investissement, et non comme une dépense, et relier délibérément l'innovation commerciale à la capacité de recherche.

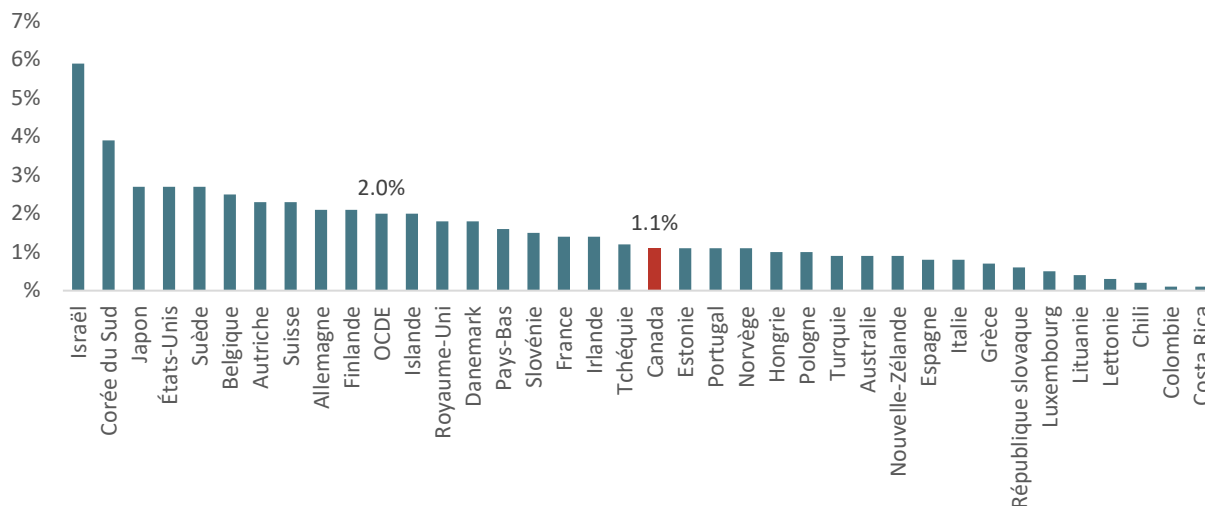
Il demeure toutefois que la R-D des entreprises accuse un sérieux retard : à seulement 1,1 % du PIB, le Canada se classe avant-dernier parmi les pays du G7, loin derrière les chefs de file que sont le Japon, les États-Unis et l'Allemagne. Les aides fédérales sont pourtant substantielles : des programmes comme le Soutien de la croissance et de l'innovation en entreprise (SCIE) ont octroyé 5,9 milliards de dollars à 39 000 entreprises dans le cadre de 172 programmes en 2022, tandis que

Graphique 1 : Dépenses gouvernementales en R-D (intramurales et extramurales) exprimées en pourcentage du budget principal



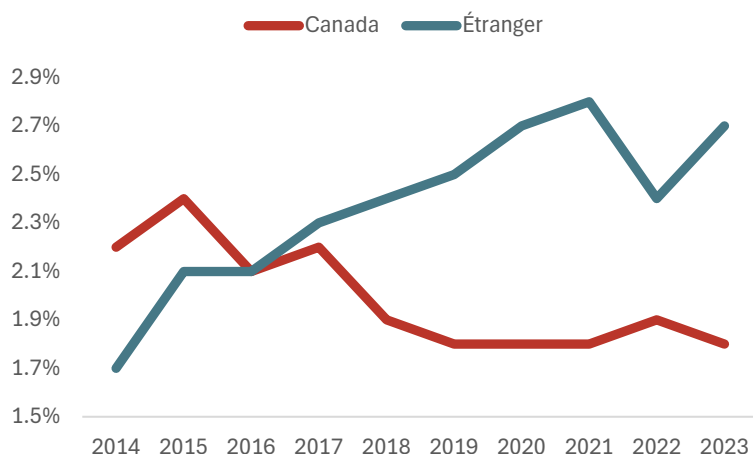
le programme de RS&DE a alloué 4,2 milliards de dollars sous forme de crédit d'impôt à 21 500 candidats en 2023–2024, mais le système est fragmenté. Une stratégie industrielle plus ciblée permettrait de mieux l'aligner.

Graphique 2 : Dépenses en R-D des entreprises en termes de % du PIB (2023 ou plus récent)



En dépit d'une aide soutenue, le nombre d'[entreprises qui réalisent de la R-D interne](#) a baissé de 4 % entre 2014 et 2022 (de 18 941 à 18 275), les industries traditionnelles ayant accusé des chutes abruptes : -29 % dans le secteur de la fabrication, -30 % dans celui de l'agriculture, et -41 % dans les secteurs de l'exploitation minière, pétrolière et gazière. En même temps, l'activité de recherche s'est de plus en plus concentrée. Les entreprises de moins de 20 employés représentent jusqu'à 86 % de toutes les entreprises, mais réalisent seulement 10 % de la R-D interne, tandis que seulement 0,4 % des entreprises qui comptent 500 employés et plus en effectuent la moitié.

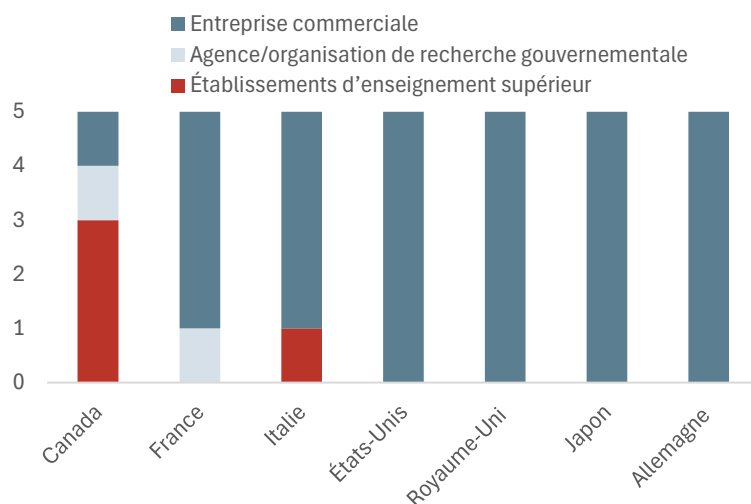
Graphique 3 : Dépenses internes en R-D en termes de % des recettes, entreprises canadiennes versus entreprises sous contrôle étranger



De plus, les entreprises sous contrôle étranger réalisent maintenant 37 % de la R-D commerciale au Canada : elles investissent près de neuf fois plus par entreprise que les entreprises canadiennes. Cette [intensité de la R-D](#) a augmenté pour arriver à 2,7 % des revenus, tandis que les entreprises canadiennes affichent une baisse, à 1,8 %, ce qui souligne tant notre dépendance envers les investissements étrangers que la nécessité de renforcer notre capacité d'innovation interne.

Ici, les grandes universités de recherche du Canada constituent déjà une solide fondation sur laquelle construire. En 2022-2023, les universités d'U15 Canada ont réalisé de la R-D parrainée par l'industrie à hauteur de 866 millions de dollars, ce qui représente 76 % de l'ensemble des partenariats entre l'industrie et le milieu de l'enseignement supérieur à l'échelle de la nation. L'aide fédérale s'est révélée cruciale pour rendre possible des milliers de collaborations et, actuellement, le défi consiste à mobiliser et à accroître cette capacité pour renforcer les liens entre les universités et les entreprises canadiennes, plus particulièrement les PME, afin d'étendre notre activité en R-D nationale et de renforcer notre compétitivité nationale.

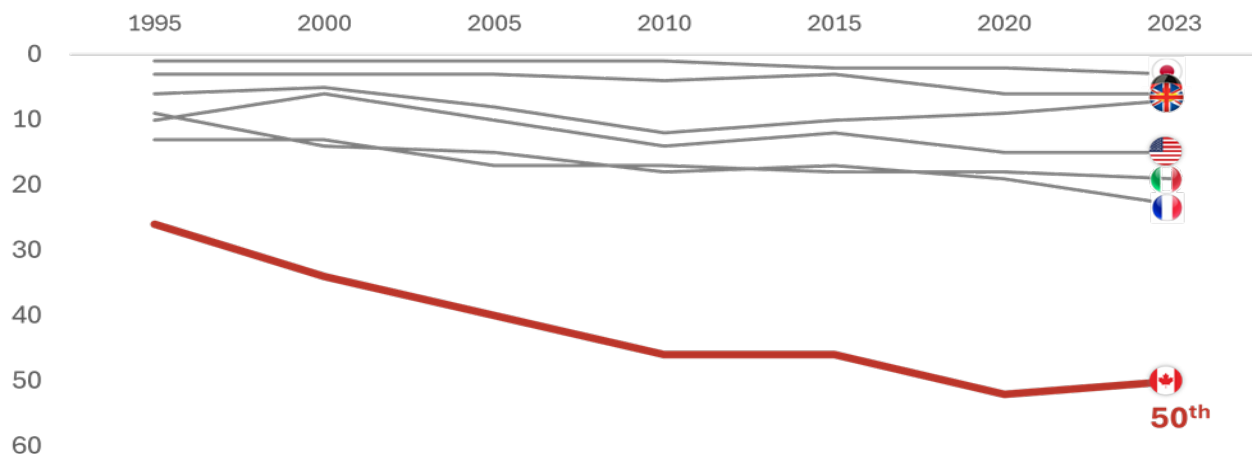
Graphique 4 : Cinq principaux demandeurs de brevets dans le cadre du PCT, par type (2021-2023)



À défaut de catalyser et de renforcer ce type de relations, le Canada risque de s'enfermer dans un cycle stérile où les intrants en innovation dépassent largement les extrants. L'évolution des demandes de brevets en est une illustration frappante : depuis 2010, les dépôts nationaux par million d'habitants ont reculé de près de 25 %, tandis que la performance internationale du Canada s'est également affaiblie. Le pays occupe désormais le 13^e rang mondial et la dernière place parmi les membres du G7 pour les dépôts liés au Traité de coopération en matière de brevets (PCT), en baisse de 10 % depuis 2010. Contrairement à ses pairs du G7, où les entreprises dominent les dépôts, ce sont trois universités de l'U15 Canada et leurs hôpitaux affiliés qui figuraient parmi les cinq principaux déposants de PCT entre 2021 et 2023. Cette réalité met en lumière l'urgence de mieux convertir les forces académiques en innovations commerciales, en resserrant les liens entre universités et industrie. En bout de ligne, cette lacune se voit dans le profil commercial du Canada. Le nombre d'[entreprises exportatrices](#) stagne depuis l'an 2000 et, depuis 2024, environ les trois-quarts des exportateurs canadiens ont vendu leurs biens sur un seul marché, et seulement 5 % d'entre eux ont atteint plus de dix marchés, ce qui fait que le Canada dépend très fortement des É.-U. dans un contexte dominé par des tensions et des incertitudes commerciales croissantes.

En même temps, seulement 17 % des [exportations du milieu de la fabrication canadien](#) [proviennent du secteur de la haute technologie](#), ce qui est peu par rapport au R.-U. (29 %) et aux É.-U. (24 %). L'étroitesse de ce marché et de cette base de produits contribue au faible [Indice de complexité économique](#) du Canada, ce qui illustre que notre économie reste orientée vers des produits à faible valeur technologique. C'est pourquoi faut tirer parti de l'innovation en en faisant un moteur de la diversification des exportations de sorte à accroître les marchés, à élargir la palette des produits à valeur élevée et à positionner les entreprises canadiennes pour les rendre réellement concurrentielles.

Graphique 5 : Classement de l'indice de la complexité économique (pays du G7)



Le Canada doit mettre l'innovation au centre de son programme de croissance en concevant des politiques et des mécanismes qui mobilisent la R-D, tirent parti de l'industrie de la recherche et catalysent des investissements privés plus soutenus, particulièrement entre les entreprises canadiennes. Le travail des grandes universités de recherche du Canada soutient cet objectif. En formant des talents, en stimulant l'innovation et en générant des retombées concrètes, leurs recherches contribuent à améliorer la santé, à relever le défi du changement climatique et à éclairer l'élaboration des politiques publiques. Par leurs découvertes et leurs partenariats, ces universités renforcent la productivité et la croissance régionale, tout en consolidant des grappes dans des domaines tels que les sciences de la vie, la science quantique et l'agriculture — transformant ainsi le savoir en avantages tangibles, tant pour les Canadiens que pour l'industrie.

De façon ciblée le Canada peut poser les fondements d'une économie plus compétitive et plus résiliente où la recherche n'est pas seulement une source de découverte, mais un pilier de notre sécurité nationale et de notre force économique à long terme.

Une opportunité à ne pas manquer

Si les défis du Canada en matière d'innovation sont profonds et de longue date, le contexte actuel offre une fenêtre propice à une approche plus réfléchie et résolue. Le budget de 2025 constitue l'occasion politique par excellence de repenser la façon dont le pays soutient l'innovation et de l'arrimer étroitement à l'impératif de sécurité économique et nationale. Dans un contexte de pressions fiscales qui exigent une utilisation plus stratégique des ressources publiques, il est essentiel que les talents, la recherche et l'innovation en forment le cœur.

Les grandes universités de recherche du Canada jouent un rôle central dans cette stratégie : elles forment des talents hautement qualifiés, repoussent les frontières de la recherche et favorisent le développement technologique ainsi que l'innovation industrielle. Vu qu'en 2023, le [pourcentage de la R-D mondiale](#) du Canada a baissé à 1,1 %, par rapport à 2,2 % en 2000, nos relations internationales demeurent essentielles. À cet égard, les grandes universités de recherche du Canada jouent un rôle de liaison crucial : étant localement ancrées tout en demeurant engagées à l'international, elles relient le Canada à des réseaux de recherche internationaux et amplifient nos forces nationales grâce à des initiatives comme Horizon Europe. C'est pourquoi il faudrait tirer davantage parti de ces centres d'excellence mondiaux ciblés façonnés par des universités d'U15 et explorés dans les récents essais politiques d'U15 Canada intitulés [Développement des talents -](#)

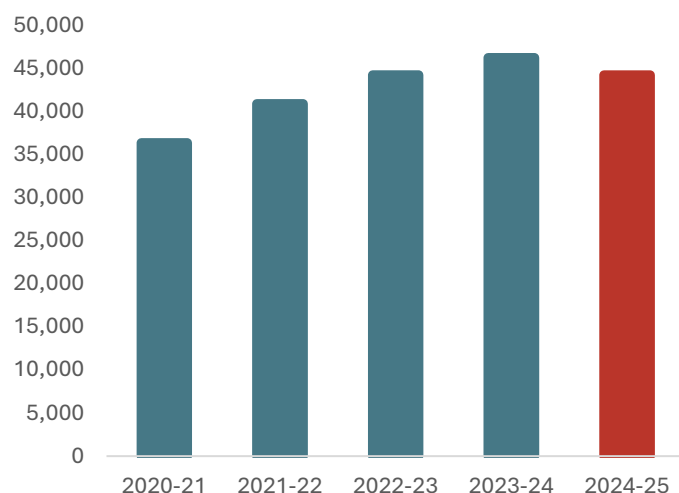
[Les grandes universités de recherche du Canada et comment combler le déficit de talents](#), [Dynamiser l'innovation - Les grandes universités de recherche du Canada et la voie vers notre prospérité locale](#), et [De la découverte à la prospérité : Carte routière de la réussite faite maison](#) pour faire le lien entre la recherche et la capacité industrielle.

La capacité du Canada d'être concurrentiel et de prospérer dépendra des talents que nous formons, de la recherche et des innovations que nous générons ainsi que de l'architecture de la gouvernance et de la vision stratégique qui nous permettent de les déployer efficacement. Il n'est pas suffisant de développer et de perfectionner des personnes et des idées; nous devons aussi veiller à les mobiliser, à les connecter à l'industrie et à les aligner sur les priorités nationales.

1. Les talents : la fondation de l'innovation

Les talents constituent l'un des principaux atouts concurrentiels du Canada. Dans un contexte marqué par le vieillissement démographique et une concurrence mondiale accrue pour l'expertise, les nations qui prospèrent sont celles qui savent former, attirer et retenir les esprits les plus brillants. Les grandes universités de l'U15 Canada nous confèrent un avantage déterminant dans cette course : elles accueillent près de la moitié des étudiants universitaires du pays — soit environ 700 000 personnes — et décernent chaque année plus de 156 000 diplômes, dont 48 000 aux cycles supérieurs. Véritables pôles d'attraction, elles attirent également des talents étrangers de haut niveau, étudiants comme chercheurs, venus des quatre coins du monde. Cet avantage, loin d'être affaibli, doit au contraire être consolidé. Cependant, bien que le Canada demeure une destination privilégiée pour les étudiants et chercheurs étrangers hautement qualifiés, les récentes réformes — qu'il s'agisse du plafonnement des permis d'études, de lourdeurs administratives ou encore de retards persistants dans le traitement des dossiers — menacent sérieusement cet avantage. L'attrait du Canada s'effrite rapidement : aujourd'hui, seulement 13 % des étudiants étrangers le considèrent comme leur premier choix, contre 27 % en 2023. Même les grandes universités de recherche subissent le contrecoup, avec une baisse marquée de 19 % des inscriptions d'étudiants étrangers en première année de baccalauréat dans les établissements de l'U15 Canada, réduisant ainsi la principale porte d'entrée par laquelle les talents les plus prometteurs choisissaient de venir au pays.

Graphique 6 : Étudiants diplômés étrangers inscrits aux universités d'U15 Canada



Pour inverser cette tendance, le Canada doit soustraire les étudiants étrangers au plafonnement des permis d'études, en reconnaissant pleinement leur importance et leur contribution à l'essor de notre capacité nationale d'innovation. Il nous faut donc rebâtir dès maintenant un système d'accueil des étudiants internationaux, en adoptant une approche différenciée qui valorise l'excellence, crée des incitatifs pour attirer les talents les plus prometteurs vers nos meilleurs établissements et restaure la réputation du Canada comme destination de premier plan pour les esprits les plus brillants du monde.

2. La recherche : La fondation de la sécurité économique et nationale

Aucune stratégie industrielle moderne ne peut réussir sans la recherche comme fondement. Avant que l'industrie, le gouvernement ou la société civile puisse développer une innovation, il faut passer par un laboratoire ou un programme de recherche. Le Canada ne peut pas espérer construire des industries mondialement concurrentielles sans investir de façon soutenue dans les découvertes scientifiques et la recherche appliquée.

Heureusement, notre pays a une solide base sur laquelle construire : les universités d'U15 Canada sont des [moteurs de découvertes](#) scientifiques de calibre mondial : elles produisent des dizaines de milliers de publications, ont déposé plus de 18 000 découvertes d'inventions et 11 000 demandes de brevets et, depuis 2010, ont lancé plus de 1 100 jeunes pousses fondées sur la recherche, notamment près de 120 en 2023 seulement. Cette capacité alimente de nouvelles idées, de nouvelles technologies, de nouvelles entreprises ainsi qu'une expertise qui nous assurent des solutions fabriquées au Canada. En tirant parti de toute la portée de l'écosystème de la recherche dans toutes les disciplines, le Canada peut mieux susciter des percées technologiques et faire en sorte que la recherche offre des solutions aux besoins industriels, environnementaux et sociaux.

Cependant, le Canada demeure à la traîne au chapitre de la progression des technologies critiques qui sous-tendent notre souveraineté et notre résilience. L'[Australian Strategic Policy Institute](#) classe le Canada parmi les cinq principaux organismes de recherche à impact élevé dans seulement trois des 64 domaines technologiques cruciaux, comme la défense, l'IA et les sciences quantiques. De même, le [Harvard's Belfer Center](#) place le Canada au 12^e rang, globalement, de son indice des technologies cruciales et émergentes qui évalue le pouvoir national, avec des résultats mitigés dans les principaux secteurs : 6^e en science quantique, 8^e en IA, 9^e en biotechnologie et 16^e tant pour les semi-conducteurs que pour l'aérospatial.

Nous ne pouvons donc plus nous permettre de compter uniquement sur les technologies développées ailleurs. Le Canada doit agir maintenant pour accroître sa capacité nationale. Un **fonds des technologies souverain** pourrait être le véhicule par lequel nous pourrions cibler et déployer la capacité de recherche et d'innovation du Canada sur des domaines investis d'une mission directement en lien avec notre souveraineté intellectuelle et économique. Notre réussite dépendra de notre capacité de tirer parti de l'expertise interdisciplinaire pour veiller à ce que les progrès technologiques soient efficacement adoptés, conformes à la politique et connectés aux besoins sociétaux. Les premiers domaines ciblés pourraient comprendre :

- L'IA et la transformation numérique : l'IA fondamentale et appliquée, l'informatique quantique, l'infrastructure des données et la cybersécurité.
- La sécurité de l'énergie et des ressources : les technologies propres, l'entreposage de l'énergie, les minéraux critiques et la sécurité alimentaire.
- La biotechnologie et l'innovation en santé : la biofabrication, la génomique, les plateformes de vaccins et l'infrastructure des sciences de la vie.

Un tel fonds devrait tirer parti de la base de recherche universitaire du Canada et approfondir les partenariats en R-D avec des entreprises canadiennes, surtout des PME, renforcer les liens entre la recherche publique et l'innovation du secteur privé. En alignant la recherche, les talents et la commercialisation, on créerait des voies de découverte pour le déploiement tout en catalysant l'investissement privé, la génération de propriété intellectuelle et l'adoption de la technologie.

3. L'architecture de l'innovation : créer des établissements de transfert des connaissances et d'expansion

Pour tirer plus efficacement parti des talents et de la recherche, le Canada doit aussi construire sa « plomberie » institutionnelle, soit les incitatifs, les intermédiaires et les plateformes de conversion qui font passer les idées de la découverte au déploiement. Un système de soutien scientifique, technologique et novateur moderne spécifiquement axé sur la rapidité, l'expansion, la collaboration interdisciplinaire et la souveraineté est essentiel.

Et il ne s'agit pas d'une perspective nouvelle : tant l'[analyse scientifique de fond](#) que le [Rapport Bouchard](#) ont souligné la nécessité d'avoir une gouvernance cohérente, une coordination plus solide et des mécanismes délibérés pour tirer parti de la capacité de recherche du Canada afin de réaliser nos priorités industrielles et sociétales. La réussite de la politique industrielle dépend non seulement de l'ambition, mais aussi de la vision stratégique et de l'architecture de la gouvernance : les stratégies doivent être claires, les établissements doivent s'aligner sur des priorités communes, et l'évaluation doit être transparente et responsable.

Les fondements commencent à prendre forme. Des initiatives comme le conseil sur la science et l'innovation (CSI), l'organisation maîtresse de la recherche proposée, BOREALIS et la nouvelle stratégie de défense industrielle reflètent une prise de conscience croissante que le Canada a besoin de plus que de réparations de programmes progressives. Pour produire des retombées fructueuses, ces efforts doivent tirer parti de l'écosystème de soutien à la recherche existant, soit les conseils subventionnaires, la FCI et des organisations tierces vouées à la recherche, tout en créant des boucles de rétroaction qui alignent les investissements publics sur les priorités industrielles, soutiennent les efforts d'expansion et favorisent le renforcement de la collaboration entre les universités et l'industrie.

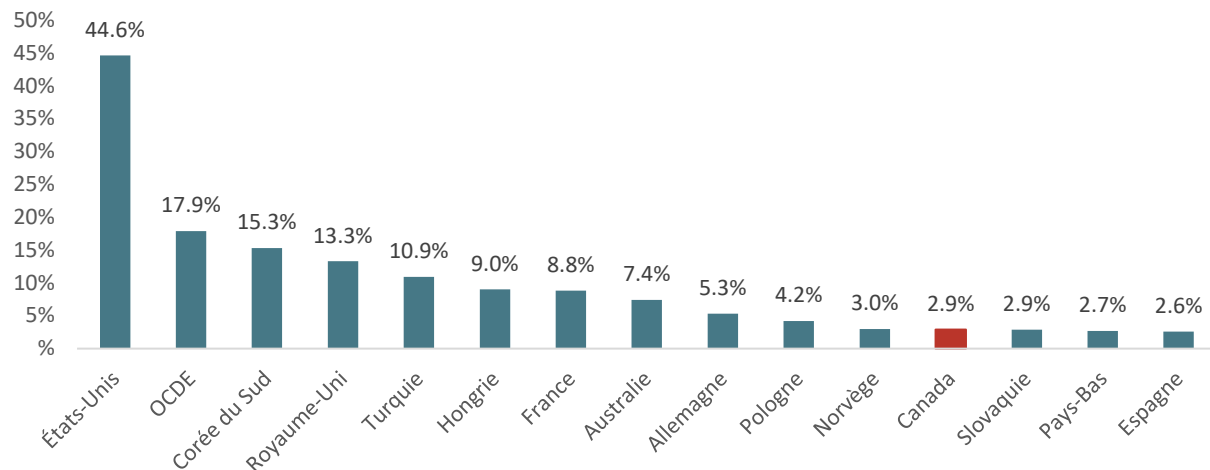
La stratégie de défense industrielle est la première occasion de perfectionner cette architecture et de la mettre en pratique pour mieux aligner l'écosystème de la recherche du Canada sur nos objectifs en termes de sécurité nationale. On peut déjà voir cette opportunité dans les grandes universités de recherche du Canada, notamment au [Centre for Applied Research in Defence and Dual-Use Technologies](#) (CARDD-Tech) de l'Université de l'Alberta. Lancé en 2025, ce centre a mobilisé plus de 25 millions de dollars en projets de recherche portant sur divers thèmes, comme les matériaux de pointe, la science quantique, l'IA, l'aérospatial et les systèmes autonomes; il travaille avec plus de 30 partenaires de l'industrie de la défense et sollicite des membres du corps professoral, des étudiants et des PME pour renforcer les chaînes d'approvisionnement et offrir des innovations pour la défense et la sécurité économique du Canada.

D'autres pays intègrent déjà la recherche menée au niveau de l'enseignement supérieur et la connectent à leurs priorités en termes de défense en investissant lourdement dans la R-D en lien avec ce secteur pour tisser des partenariats, renforcer leur souveraineté, stimuler l'innovation privée et dynamiser leur productivité. Cette méthode doit aussi devenir une priorité claire pour le Canada, où la politique sur la défense fait de l'innovation un pilier central et tire parti de la recherche pour atteindre des objectifs de sécurité tout en suscitant des avantages économiques plus larges.

Actuellement, seulement 2,9 % du budget fédéral en R-D va à la défense, ce qui est bien inférieur à la [moyenne de l'OCDE](#) de 17,9 % et à celle des É.-U., qui s'établit à 44,6 %. Des données probantes montrent que ces investissements produisent d'importantes [retombées](#) : une augmentation de 10 % de la R-D en défense financée par le gouvernement est liée à une augmentation de 5 à 6 % dans

la R-D privée, tandis qu'une augmentation d'un point du rapport entre la R-D en défense et la valeur ajoutée produit une croissance annuelle de la productivité de plus de 8 %.

Graphique 7 : R-D en défense de l'OCDE en termes de pourcentage de la R-D gouvernementale totale (2022)



Avec les bons partenariats et les bonnes structures de soutien, les grandes universités de recherche du Canada peuvent faciliter notre résilience économique, élargir notre bassin de talents et produire les découvertes nécessaires à notre souveraineté. Parmi les principaux domaines d'exploration, mentionnons :

- **L'intégration des universités** en tant que principaux partenaires d'initiatives comme BOREALIS pour veiller à ce que la recherche à long terme, l'innovation et le perfectionnement des talents soient intégrés dès le départ.
- **L'alignement des investissements** sur les centres de recherche nationaux dans des domaines à double usage comme l'IA, les sciences quantiques, la cybersécurité, l'aérospatial et la préparation aux pandémies.
- **L'établissement d'un processus direct** pour réunir les gouvernements, l'industrie et le milieu de la recherche afin d'aligner les capacités, d'identifier les priorités et d'assurer la reddition de comptes.

En traitant la recherche et l'innovation comme des atouts stratégiques, le Canada peut relier sa base scientifique et technologique directement aux priorités de la sécurité nationale tout en catalysant plus largement le développement industriel.

Conclusion

La capacité du Canada à encaisser les chocs à court terme demeure importante, mais, au fond, notre avenir repose sur notre aptitude à bâtir une résilience durable. Pour y parvenir, il nous faut investir dans les deux piliers essentiels de notre sécurité économique et nationale : les talents et l'innovation, tout en mettant en place une véritable architecture de l'innovation capable de transformer la recherche en puissance industrielle.

C'est ainsi que le Canada pourra passer de la vulnérabilité à la force, de la dépendance à la souveraineté, et d'une croissance timorée à une prospérité durable. Dans un monde en mutation rapide, la question n'est pas de savoir si nous agissons, mais avec quelle audace nous saisissons l'occasion d'assurer l'avenir du pays. Le budget de 2025 doit marquer ce tournant décisif où ambition et action se rejoignent.